élevés de l'âme d'où l'on voit à ses pieds les vulgaires passions et les misérables querelles de la terre; faites, en un mot, l'apprentissage d'une vie supérieure et, dans ce jardin magnifique que vous aurez cultivé à la sueur de votre front, vous verrez pousser les fleurs les plus belles et les plus rares.

Est-il besoin de dire que ces nobles paroles ont été couvertes de chaleureux applaudissements?

LA CONVENTION DES DÉBITANTS DE LIQUEURS LICENCIÉS

Nous regrettons que le défaut d'espace et le peu de temps dont nous disposons avant d'aller sous presse ne nous permettent pas de donner le compte-rendu in-extenso des travaux et des fêtes de la grande convention des débitants de liqueurs licenciés de la province de Québec.

Il nous suffira, pour montrer avec quel empressement les licenciés de la Province ont répondu à l'appel de leurs confrères de Montréal, de dire qu'une page entière de ce numéro serait insuffisante pour contenir les noms de tous ceux qui sont venus de tous les points de notre province pour prendre part aux travaux de la convention.

Cette convention est la première que tient la grande corporation des débitants de liqueurs licenciés. Son succès est tel que le projet de tenir annuellement semblable convention est devenu une réalité et Trois-Rivières a été choisi comme centre de la prochaine réunion.

M. Lawrence A. Wilson, le négociant bien connu, M. L. A. Lapointe, le populaire échevin du quartier Est de Montréal, respectivement Président et Secrétaire de l'Association des Commerçants Licenciés de la Cité de Montréal sont élus aux mêmes fonctions pour les travaux de la Convention.

Cet honneur leur était légitimement dû car personne plus qu'eux n'a assuré le succès grandiose de la grande démonstration qui a commencé mercredi et se poursuit aujourd'hui.

M. A. R. Loiseau, de Chambly a été élu vice-président aux applaudissements unanimes.

Le Président M. L. A. Wilson présente à l'assemblée le pro-maire, M. l'échevin Jos. Lamarche, qui en l'absence du maire, M. Cochrane, souhaite la bienvenue aux membres de la Convention.

M. L. A. Wilson à son tour s'adresse aux membres de la convention, les remercie d'être venus de toutes les parties de la province et félicite les délégués de la province d'Ontario de leur présence au milieu de leurs confrères d'une province-soeur. Le commerce des vins et liqueurs a des griefs à faire en-

tendre et à faire redresser, la convention les étudiera et formulera ses résolutions.

On se met au travail sans plus tarder.

Une résolution comportant que "les différentes divisions de l'association des marchands licenciés de vins et de liqueurs désirent se former en fédération provinciale" est renvoyée à un comité composé de MM. L. J. Primeau, E. D. Barrette, J. Lalonde et des conseils de directeurs des débitants de liqueurs licenciés de Montréal, de Saint-Henri et de Lachine. Ce comité devant faire rapport le lendemain.

RESOLUTIONS

1.—Les licences, dans les municipalités rurales, basées sur la population, devraient être obligatoires en certains cas.

Résolu:—

1.—Que la loi des licences soit amendée, afin que sur présentation d'une requête, demandant l'octroi d'une licence, signée par la majorité des électeurs d'une municipalité, le conseil municipal soit tenu d'accorder cette licence pourvu que le requérant se conforme aux conditions exigées par la loi des licences;

2.—Que la loi limitant les licences, suivant le chiffre de la population dans les cités de Montréal, Québec, Saint-Henri et Sainte-Cunégonde soit appliquée à toutes les municipalités rurales.

2.—Les licences devraient-elles être permanentes et le système actuel changé en conséquence?

Résolu:—Que cette convention recommande à la Législature d'amender la loi afin de rendre toutes les licences permanentes jusqu'à leur révocation pour cause par les autorités compétentes.

3.—La nomination d'un inspecteur des liqueurs est-elle nécessaire?

Résolu:—Que cette convention n'a aucune objection à la nomination d'un inspecteur des liqueurs.

4.—Moyens à adopter pour mettre fin à la fabrication illicite et à la vente illégale des boissons enivrantes.

Qu'il soit résolu:—

1.—Que cette convention recommande à la Législature Provinciale et au Parlement de décréter les mesures les plus sévères possibles tant contre la fabrication illicite que contre la vente sans licence des liqueurs enivrantes.

2.—Qu'entre autres mesures, cette convention suggère la destruction publique de tout alambic ou appareil saisi ayant servi à la fabrication illicite des liqueurs enivrantes.

3.—Que des amendes plus élevées que celles déjà existantes soient imposées aux vendeurs sans licences et que les recidivistes soient emprisonnés pour un long terme.

4.—Qu'afin d'atteindre plus facilement les vendeurs sans licence, les articles 99 et 100 de la Loi des Licences soient a-

mendés en en retranchant le dernier paragraphe d'iceux.

5.—La protection due par le Gouvernement et par les municipalités au commerce de boissons devrait être proportionnée au montant élevé payé par les débitants tant pour le fisc que pour l'octroi des licences.

6.—Les liqueurs spiritueuses distillées à l'étranger, devraient-elles entrer au pays avant deux ans, après leur fabrication?

Résolu:—1. Que cette convention recommande au gouvernement de prohiber l'entrée au pays des alcools distillés à l'étranger depuis moins de deux ans et non tenus pendant ce temps dans des fûts en bois.

2. Qu'à défaut de telle prohibition, il soit permis aux fabricants du pays de mettre leurs alcools sur le marché aussitôt après leur fabrication.

7.—Est-il opportun d'établir une nouvelle échelle pour le coût des licences dans la cité de Montréal?

Résolu:—Que cette convention demande à la Législature d'établir une nouvelle échelle pour le coût des licences dans la Cité de Montréal.

8.—Les municipalités devraient-elles recevoir une partie des amendes perçues des délinquants sur poursuite pour violation de la loi des licences de la province de Québec?

Résolu:—Que cette convention recommande à la Législature d'amender la loi de façon à ce que la totalité des amendes perçues des délinquants soient versées au trésor provincial.

9.—Les licences de magasins de liqueurs de détail dans la cité de Montréal devraient-elles être limitées?

Résolu:—Que cette convention recommande à la Législature de limiter le nombre des licences de magasins de liqueurs de détail pour la vente des liqueurs enivrantes.

En dernier lieu, il est résolu: Que copie des résolutions adoptées par cette convention soit transmise aux membres des Cabinets Fédéral et Provincial ainsi qu'à tous les députés au Parlement et à la Législature, et les membres de cette convention s'engagent à faire tous leurs efforts auprès de leurs députés respectifs afin d'obtenir d'eux l'adoption des mesures recommandées par cette convention.

LUNCH D'HONNEUR

Un lunch d'honneur est servi à la salle d'armes de la rue Craig, on s'y rend volontiers après les travaux de la matinée.

Une tente superbement décorée abrite des tables magnifiquement dressées préparées pour recevoir 400 convives. On aurait pu mettre 600 couverts que tous auraient trouvé des occupants. Les